

La communauté internationale ne tolérera pas la violence au Kosovo

PRISTINA (Serbie-Monténégro) - Le haut représentant de l'Union européenne (UE) pour la politique étrangère, Javier Solana, a averti mardi à Pristina que la communauté internationale ne tolérerait aucune sorte de violence pendant les négociations sur le statut futur de la province.

"Il est exclu, exclu de ma pensée et de celle de toute la communauté internationale que l'on puisse tolérer quelque forme de violence que ce soit durant le processus" des négociations, a déclaré M. Solana à la presse.

"C'est un processus politique et il doit s'accomplir politiquement", a-t-il ajouté.

M. Solana réagissait ainsi à des menaces d'attaques contre des institutions de l'ONU dans la province, proférées à la mi-novembre par un groupe armé albanais, l'Armée pour l'indépendance du Kosovo (UPK), juste avant le début de la mission de l'envoyé spécial de l'ONU, Martti Ahtisaari, pour concilier les positions de Belgrade et Pristina.

Arrivé dans la matinée à Pristina, M. Solana s'est entretenu avec le président du Kosovo, Ibrahim Rugova, l'équipe de négociateurs albanais et le chef de la Mission de l'Onu au Kosovo (Minuk), Soren Jessen-Petersen.

Les Albanais du Kosovo, majoritaires à plus de 90 % exigent l'indépendance, une solution que les Serbes, qui considèrent la province comme le berceau de leur culture et de leur histoire, rejettent tout en offrant une large autonomie.

M. Solana a appelé le peuple du Kosovo à la patience, soulignant que les négociations sur le statut seraient longues, et à mis en garde contre d'éventuelles frustrations, dans la mesure où, a-t-il dit, "les espoirs sont très grands".

"Ce sera un long processus (...) avec des tensions et des difficultés qui demandera parfois à tous des sacrifices et des compromis douloureux", a dit M. Solana.

"Tous les citoyens du Kosovo, tous les Kosovars, ceux d'origine serbe inclus, doivent se sentir à l'aise dans ce pays", a-t-il ajouté.

Six ans après la fin du conflit de 1998-1999 entre les forces serbes et les séparatistes albanais, les tensions ethniques restent fortes au Kosovo et Belgrade estime que la sécurité des Serbes n'y est pas garantie malgré la présence de quelque 18.000 soldats de l'OTAN.

Il est "important que les leaders du Kosovo, ainsi que ses citoyens, se comportent en accord avec les normes de l'UE", notamment en matière de sécurité, a souligné M. Solana. "Il est important que les normes démocratiques soient mises en oeuvre", a-t-il ajouté.

Selon M. Solana, les négociations nécessiteront la confiance de tous les citoyens du Kosovo, de la région, en particulier de la Serbie et de l'ensemble de la communauté internationale.

"J'espère qu'une solution sera trouvée qui permette de satisfaire toutes les parties", avait déclaré la veille M. Solana lors d'entretiens à Belgrade.